

Situation conjoncturelle et perspectives économiques pour 2004

La situation économique actuelle

En cette fin d'année, la situation économique est toujours placée sous le signe d'une tendance baissière, même si les indicateurs avancés annonçant une reprise se multiplient. Ainsi, on observe une légère tendance à la hausse des entrées de commandes des entreprises exportatrices. En ce qui concerne les exportations, on a pu percevoir pour la première fois en septembre, après une longue phase d'atonie, une lueur d'espoir de reprise plus soutenue suivant les branches. En revanche, les importations ont reculé jusqu'à tout récemment. L'hôtellerie elle aussi a vu le nombre des nuitées reculer de 3,3% au semestre d'été par rapport à l'année dernière. La consommation privée a été inégale, mais elle est demeurée un soutien pour la conjoncture. Si la demande de produits peu sensibles à l'évolution conjoncturelle a progressé, la vente de biens de consommation durables en revanche a reculé. L'accalmie enregistrée dès le début de 2001 en ce qui concerne les investissements des entreprises a perduré. Le marché du travail lui aussi a été marqué par la faiblesse conjoncturelle.

L'évolution modérée des prix est un aspect positif à relever. Les prix à la consommation se sont inscrits en hausse de 0,5% en octobre par rapport à la période correspondante de l'année dernière. Le niveau des prix à la production et à l'importation pour sa part a baissé de 0,4% (septembre). Grâce à une politique monétaire expansive et à un rapport franc / euro stable, les conditions-cadre monétaires sont restées favorables. C'est plutôt l'espace dollar qui a préoccupé nos entreprises exportatrices à cause de la volatilité de la monnaie américaine.

L'année 2003 a été une année difficile pour l'économie suisse; le produit intérieur brut a marqué un recul estimé à 0,3%.

Perspectives internationales

La reprise conjoncturelle aux Etats-Unis semble se confirmer, à la faveur d'une politique monétaire expansive et d'une politique fiscale attrayante. Tant les chiffres de croissance, positifs pour le troisième trimestre, que la confiance croissante des consommateurs

américains vont dans ce sens. Pour 2004, on s'attend aux Etats-Unis à une croissance réelle de l'ordre de 3,5 à 3,9%, donc supérieure à la tendance générale.

En revanche, les forces de reprise sont encore loin d'être consolidées dans l'espace européen. Le redressement y est freiné par la force de l'euro. Les indicateurs s'améliorant aussi bien du côté des consommateurs que des entreprises, les forces d'impulsion devraient finir par s'imposer de plus en plus l'année prochaine. L'écart de croissance avec les Etats-Unis va se creuser car dans un premier temps, l'espace européen ne connaîtra pas une croissance supérieure à 2% en 2004.

Depuis plusieurs trimestres, le Japon envoie des signaux conjoncturels positifs, reflète le renforcement de l'économie japonaise. Le dynamisme conjoncturel des Etats-Unis devrait contribuer au maintien de l'essor conjoncturel japonais l'année prochaine. S'il veut retrouver la voie d'une plus forte croissance à long terme, le Japon doit résorber son déficit et son endettement. Les pays asiatiques émergents et les pays en transition d'Europe centrale et orientale, promis à une vigoureuse croissance, apportent une note positive dans le tableau de la conjoncture mondiale. La croissance économique reste faible en Amérique latine.

La répartition inégale du progrès conjoncturel n'est pas sans poser des problèmes pour la reprise mondiale, dans la mesure où elle accroît les déséquilibres mondiaux. En ce qui concerne le double déficit américain, celui du budget et celui de la balance des transactions courantes qui vont croissant, on peut se demander combien de temps cette situation sera tenable. L'Amérique enregistre une grande partie de son déficit commercial avec la Chine. A cet égard, c'est surtout l'attitude des investisseurs internationaux vis-à-vis de nouveaux engagements en dollars qui est mise à l'épreuve. C'est pourquoi le dollar reste sujet à des variations de cours de change au gré des changements de climat économique.

Malgré ces risques, la reprise mondiale s'annonce plus ferme qu'il y a un an et on peut s'attendre pour 2004 à ce que la conjoncture mondiale reprenne de la vigueur.

Perspectives pour la Suisse

Les facteurs décisifs de la reprise conjoncturelle en Suisse demeureront l'exportation et les investissements, étroitement liés à l'évolution de la productivité. Les exportations suisses prendront leur élan dans le sillage de la reprise de la conjoncture mondiale en général et de celle de l'espace européen en particulier, cela pour autant que le cours du franc ne se revalorise pas de manière substantielle; elles donneront d'importantes impulsions à l'économie intérieure.

Les perspectives de croissance au niveau microéconomique se sont améliorées grâce aux restructurations, à la modernisation de la palette des produits, à l'élimination des facteurs de perte et à l'amélioration des ratios du bilan. Sans ces adaptations indispensables dans les entreprises, qui assurent le lien entre croissance économique et mutations structurelles, les impulsions macroéconomiques demeureraient finalement sans effet. L'utilisation des capacités de production est toujours insatisfaisante dans l'industrie, ce qui freine l'activité d'investissement. Pourtant, les conditions d'un nouvel essor des investissements des entreprises se sont améliorées. D'une part, des besoins de remplacement et de

renouvellement se sont accumulés. D'autre part, l'éclaircie qui s'annonce dans les perspectives de ventes et de bénéfices ainsi que les intérêts bas permettent d'escompter une expansion des investissements des entreprises.

La consommation des particuliers progressera dans une fourchette très étroite comprise entre 0,5 et 1%, en raison de l'augmentation plutôt modérée des salaires, du recul de l'emploi et de la hausse des prélèvements. Le renchérissement faible, de l'ordre de 0,7% en moyenne annuelle, viendra soutenir la conjoncture. Dans la construction, la tendance de base, toujours à la baisse, montre clairement qu'aucune amélioration durable de la conjoncture ne se dessine dans ce secteur. Le marché du travail reste provisoirement contracté. Il ne devrait réagir à la reprise conjoncturelle qu'avec un retard de six à neuf mois. Pour l'année en cours, il faut s'attendre à un taux de chômage moyen de 3,8%, ce qui correspond à environ 150 000 chômeurs inscrits. Dans l'ensemble, l'économie suisse s'attend à ce que la croissance économique nationale se situe en 2004 entre 1,2 et 1,8%.

Priorités de politique économique

La marche de la conjoncture interne sera également influencée par la politique économique. A l'agenda de politique économique 2004 figurent notamment d'importants projets comportant un enjeu de croissance. Si l'on entend résoudre le problème des coûts bureaucratiques, qui constituent un frein à la croissance, il faut s'attaquer plus résolument et de manière plus ciblée aux charges administratives des entreprises.

- La votation sur le paquet fiscal (qui porte sur l'imposition des couples et de la famille, les droits de timbre, la propriété du logement) prévue pour le mois de mai prochain sera pour la Suisse un véritable test de politique fiscale. Trop de paramètres ont évolué ces dernières années au détriment de la classe moyenne. Le paquet fiscal est aussi important parce que son acceptation contribuera à surmonter certains blocages conjoncturels encore bien présents. Non seulement le non au paquet fiscal reviendrait à faire à la Suisse un cadeau empoisonné dont les conséquences de politique financière seraient difficiles à éliminer. Il entraînerait aussi de graves conséquences sur les attentes des acteurs économiques dont la confiance en l'avenir serait inconsidérément remise en cause.
- Dans l'intérêt d'une politique financière durable, il faut absolument parvenir à refermer l'écart qui s'est creusé entre les dépenses de l'Etat et la croissance de l'ensemble de l'économie. Cela implique de réduire la quote-part de l'Etat, opération qui va de pair avec la restructuration des dépenses en faveur de la croissance et de l'innovation. Le programme d'allègement du Conseil fédéral constitue un premier pas sur la voie difficile de l'assainissement des finances fédérales à la dérive. Il est donc important que le programme d'allègement passe autant que possible tel quel la rampe du Parlement à la session d'hiver, tant dans son ampleur chiffrée que sur les points politiquement contestés. D'autres mesures résolues sont indispensables pour assainir durablement les finances à des conditions acceptables et parvenir ainsi à maîtriser la croissance excessive des dépenses de la Confédération et les coûts des assurances sociales. Si rien n'est fait pour corriger la funeste évolution en cours, le déficit budgétaire devrait atteindre quelque 7 milliards de francs d'ici la fin de la prochaine législature. Cela

représenterait un déficit structurel de l'ordre de près de 3 milliards de francs par an, entraînant pendant cette brève période une progression de l'endettement de la Confédération de près de 14 milliards de francs. Par ailleurs, l'assainissement des caisses publiques de pension constitue un énorme défi de politique financière.

- Sous l'angle de la politique de la croissance, des mesures sont indispensables dans le domaine de l'imposition des sociétés. Il importe de supprimer la double imposition des bénéfices distribués et d'accorder des facilités fiscales sur les transferts d'entreprises et les participations des collaborateurs. La réforme demandée depuis un certain temps déjà par le Parlement se faisant attendre, le Conseil fédéral est prié d'urgence d'aller de l'avant.
- La conjoncture ne se redressant que progressivement, la politique monétaire provisoirement expansive de la Banque nationale doit être temporairement poursuivie. En outre, il y a lieu de maintenir les placements en francs peu attrayants au moyen de taux d'intérêt bas. Les conditions-cadre monétaires favorables constituent une composante importante et sûre de la politique économique de l'Etat. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que le degré élevé de liquidité actuelle ne pourra finalement être résorbé que par des remaniements de portefeuille, par une forte croissance ou par des prix élevés. C'est précisément la tâche de la Banque nationale suisse que d'empêcher cette flambée des prix.
- La concurrence n'est pas seulement une course à l'innovation permanente. Elle permet de faire bénéficier les consommateurs et l'industrie de transformation de la productivité sous forme de prix bas. C'est pourquoi economiesuisse salue la révision de la loi sur la concurrence qui vient de s'achever ; celle-ci prévoit notamment des possibilités d'intervenir contre les abus en matière de prix sur des biens protégés par des brevets. Etant donné que les importations parallèles sont déjà admises aujourd'hui pour des articles de marque et des produits protégés par le droit d'auteur dont le volume est important, des modifications ne s'imposent pas dans ce domaine.
- D'après les calculs du KOF/ETH, même après révision de la loi sur la concurrence, 73% des produits du panier pris en compte dans l'indice suisse des prix à la consommation proviendront soit de marchés réglementés (15%), soit de domaines dans lesquels le commerce international n'est pas possible. Il est donc important de renforcer la loi sur le marché intérieur, notamment pour assurer le libre accès aux marchés et professions du secteur des services (par exemple architectes). De même, il convient de travailler rapidement à l'ouverture des marchés d'infrastructures (par exemple électricité, Poste, transport par chemin de fer). Dans les négociations en cours à l'OMC, il y a lieu de modifier notre stratégie de politique agricole, axée sur la défense de la protection des frontières, dans le sens d'une plus grande ouverture du marché. Ce n'est que de cette manière que la Suisse peut représenter de manière offensive ses intérêts au sein de l'OMC. Enfin, il s'agit de s'employer à conclure d'autres accords de libre-échange avec d'importants pays partenaires (par exemple les Etats-Unis, le Japon)
- A fin 2003, la phase de mise en place du système des hautes écoles spécialisées suisses sera achevée, le Conseil fédéral devant renouveler les autorisations

nécessaires pour gérer ces instituts. Les hautes écoles spécialisées ont accompli de grands progrès dans ce processus en ce qui concerne la mise en œuvre du mandat de prestations élargi. Toutefois, une révision de la loi s'impose si nous voulons pouvoir introduire rapidement le processus de Bologne dans les hautes écoles spécialisées. Il importe de s'assurer, en vue de renforcer le système universitaire suisse, que les hautes écoles spécialisées ne soient pas dissociées des universités et des écoles polytechniques fédérales (EPF). La formation et la recherche sont la clé du renforcement de la productivité et de la croissance. Il y faut des forces d'encadrement et des structures modernes dont le système scientifique suisse ne dispose pas encore.

Les décisions de réformes doivent viser le long terme. Ce ne sont pas tant les effets conjoncturels et redistributifs à court terme qui sont déterminants que le renforcement du potentiel de croissance. La politique économique peut contribuer à redynamiser la croissance et l'emploi par un encadrement convaincant, par sa fiabilité et par sa ligne clairement axée sur l'économie de marché.

Zurich, le 20 novembre 2003

Pour toute question complémentaire :
economiesuisse, Rudolf Walser, tél. 01 / 421 35 35